



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



La Poste
PIC de
Lille

le 20 mars 2023

NOTRE MOTION DE CENSURE, C'EST LA GRÈVE GÉNÉRALE

Macron voulant faire passer en force sa loi sur les retraites, a dû brandir son 49.3, faute d'avoir obtenu un vote favorable au Parlement, et il s'est pris les pieds dans le tapis ! Car même une partie des députés de droite n'ont pas osé voter la réforme de peur que leurs propres électeurs ne le leur pardonnent pas. C'est un premier succès de plus de deux mois de nos manifestations et grèves.

Un cap est franchi et une situation de crise sociale et politique s'ouvre pour Macron et ses amis du patronat. Ce 49.3 est révoltant, mais c'est surtout un aveu de faiblesse de Macron et Borne qui y ont été acculés, et il n'a fait que relancer les manifestations et les grèves : d'éboueurs, de cheminots, d'électriciens, de travailleurs des raffineries. Le gouvernement commence à craindre que les pompes soient à sec !

Violence sociale et policière, même tonneau macroniste et patronal !

Le 49.3 n'a fait qu'amplifier la colère. Dès jeudi, des manifestants affluaient par milliers place de la Concorde à Paris, y revenaient le lendemain, et sur d'autres places le surlendemain, spontanément. Même surgissement « sauvage » dans toutes les villes du pays.

Les représentants du gouvernement ont aussitôt crié aux « violences », parce que des manifestants sont venus siffler aux oreilles de députés macronistes ou républicains sous leurs fenêtres. Et la police aux ordres a réprimé, procédé à des centaines d'arrestations et gardes à vue – dont de militants syndicaux et politiques bien ciblés ! La violence est du côté d'un pouvoir et d'un patronat qui veulent nous faire crever au boulot, qui annoncent vouloir réquisitionner des grévistes ; elle est celle des forces de l'ordre qui arrosent de gaz lacrymogène, voire utilisent les canons à eau contre les cortèges spontanés de manifestants, dont d'étudiants qui vont à la rencontre d'éboueurs en grève.

Contre cette violence, la colère est générale.

Les éteignoirs institutionnels

Au palais Bourbon, Macron n'a finalement pas été censuré. On ne pouvait pas attendre autre chose de députés dont beaucoup se sont intérieurement réjouis d'un 49.3 qui leur évitait de se mouiller ! Mais la motion de censure reste bel et bien là, dans nos manifestations et nos grèves qui vont s'amplifier cette semaine, et ont commencé à le faire avec les manifestations de ce week-end, avec les nouvelles grèves paralysant depuis ce lundi les raffineries, Confreville et Lavera après celle de Donges en grève depuis plusieurs jours. Dans chacun de nos secteurs, maintenir les grèves reconductibles et y gagner de

nouveaux grévistes, les coordonner sont à l'ordre du jour pour aller vers une grève générale.

Certains députés cherchent des replâtrages : un changement de Premier ministre et un gouvernement qui permettrait aux uns ou aux autres d'y glaner quelques postes ? Une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections dont le RN espère davantage de députés ? N'oublions pas que le parti de Marine Le Pen est contre l'augmentation du smic et n'a parlé de retraite à 60 ans qu'avec des pensions amputées. Et il propose déjà aux Républicains de partager les circonscriptions en cas de nouvelle élection, pour se partager les postes, voire gouverner ensemble. D'autres, à gauche, parlent d'un référendum à la Saint-Glinglin ?

Mais le référendum n'a-t-il pas déjà eu lieu, depuis deux mois, dans la rue ?

Ce qu'un gouvernement veut faire, nous allons le défaire !

Non, nous n'abandonnerons pas nos armes de la grève et des manifestations. C'est maintenant que ça se passe, dans les usines, les transports, les bureaux, et toutes et tous ensemble dans la rue. La journée nationale à laquelle appellent les syndicats jeudi prochain 23 mars doit dépasser en force et détermination les précédentes. Elle doit surtout sonner le début d'un blocage du pays par la grève générale. L'enjeu est de taille, le succès est palpable pour arracher non seulement le retrait pur et simple de la réforme des retraites, mais un rapport de force qui va contraindre Macron et ses amis patrons au cul cousu d'or, à céder aussi sur les salaires, les indemnités de chômage, les conditions de travail, la dégradation des services publics, sur les conséquences dramatiques de leur système d'exploitation capitaliste qui est à mettre à la poubelle.

3% de charabia

Le brief pour annoncer « l'augmentation » de nos salaires ressemblait à un bel enfumage. Tout un charabia pour finalement comprendre que nous serons augmentés de 3%. Mais le compte est vite fait. Face à une inflation de 6% (officiellement, mais beaucoup plus importante sur les produits que nous consommons), cette « augmentation » acte en vérité la baisse réelle de notre salaire, de 3%. Venir bosser pour un salaire qui diminue, hors de question !

Info(petite)retraite.fr

Depuis quelques jours, l'application pour simuler sa future retraite circule à la PIC. Des dizaines d'entre nous se retrouvent avec des estimations de pensions misérables. Parfois en dessous de 1000 euros, en bossant jusqu'à 64, 65, voire même 67 ans ! Pire, cette simulation ne prend même pas en compte la nouvelle réforme des retraites qui va encore allonger la durée de cotisation... Selon cette appli, le slogan repris en manif « On crèvera pas pour le patronat » prend tout son sens.

Un vigile à l'entrée du quai départ

La fermeture du quai départ en brigade d'après-midi, c'est toujours la galère. Depuis des années, la direction clôt les autres chantiers le plus tard possible. Résultat : on nous demande de fermer les camions au dernier moment, en cherchant à nous gratter quelques minutes en fin de vacation. Dernièrement des encadrants ont même joué les vigiles à l'entrée du quai départ, pour vérifier que personnes ne partait avant 21h30 ! Une situation insupportable quand on sait que la direction ne nous tolère pas une seule minute de retard. A force de nous voler des minutes de vie, c'est des heures et des jours de colères qu'ils vont récolter !

Solidarité avec les grévistes de la PIC de Nantes

Depuis une semaine la PIC de Nantes est bloquée par plusieurs dizaines de grévistes et par des salariés d'autres entreprises qui ont allumé des feux aux entrées, contre la réforme des retraites. En quelques jours, c'est la pagaille partout en France avec des dizaines et des dizaines de CE remplis de courrier en attente. On imagine la situation quand ce ne sera pas une mais dix PIC qui seront mises à l'arrêt par des grèves massives. En attendant, la direction cherche à faire passer le courrier de Nantes sur les autres PIC, y compris celle de Lille. Il serait de bon ton de refuser collectivement de traiter ce courrier, par solidarité avec les grévistes de Nantes.

Argent magique : le retour

Depuis la faillite d'une grande banque américaine, la Silicon Valley Bank, suivie de peu par la deuxième banque helvétique, le Crédit suisse, c'est la panique dans la finance mondiale. Il n'en a pas fallu plus pour que les gouvernements oublient les promesses faites la main sur le cœur après 2008 de ne plus utiliser l'argent public pour voler au secours des banques. Les États américain et suisse ont mis plusieurs milliards de dollars sur la table pour garantir les dépôts de leurs riches clients. De leur côté, les banques centrales promettent de baisser les taux d'intérêts si besoin, quitte à laisser filer l'inflation. Loin de se préoccuper du pouvoir d'achat des classes populaires, la banque centrale européenne et ses homologues n'ont au cœur que la préservation des rentes financières. Pour les retraites et les services publics, par contre, il n'y a plus d'argent...

La vraie démocratie est dans la rue !

Dans le Journal du dimanche (JDD), le ministre du Travail, Dussopt, explique que « jusqu'au dernier moment, nous avons cherché à éviter ce 49.3 ». En clair : on aurait bien laissé voter



les députés, à condition qu'ils votent comme demandé. Cela reflète bien l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, qui n'accorde le droit de vote que quand le résultat correspond aux intérêts du patronat.

De son côté, la Première ministre, Borne, prétendait face à des jeunes que « redonner confiance dans notre démocratie, c'est une priorité ». Décidément, ce gouvernement s'y connaît en doigts d'honneur !

Toutes nos publications sur

site : nouveupartianticapitaliste.fr

Facebook : Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA

Twitter : @NPA_NouPar Anti

Instagram : @npanouveupartianticapitaliste